



Objet : Communiqué de presse

A Montreuil, le 25 mars 2019

47 avenue Pasteur
93100 MONTREUIL
33 (0)1 45 44 48 25
man@nonviolence.fr
<http://nonviolence.fr>

Halte à la militarisation de la société !

L'engagement de la force Sentinelle pour contrôler la contestation sociale est plus qu'une dérive autoritaire. Elle nous alerte sur la militarisation croissante de la société, alors que l'urgence est à la justice sociale et le dérèglement climatique.



Avec la force Sentinelle, le gouvernement utilise une force militaire mise en place dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Après l'annonce de l'expérimentation prochaine du SNU (Service national universel), pour lequel l'armée sera largement mise à contribution, le MAN dénonce la dérive vers une militarisation croissante de la société. L'armée sera-t-elle **demain** utilisée pour contrer les luttes sociales ?

Les casseurs qui interviennent dans des manifestations doivent être arrêtés et jugés selon le droit républicain. Cela est du ressort des forces de police puis de la Justice.

Aussi le MAN condamne-t-il la promulgation prochaine de la loi anti-manifestation qui va donner le droit à la seule police d'intervenir au domicile de personnes.

Le maintien de l'ordre se réalise en France par l'affrontement, c'est lui qu'il faudrait complètement revoir, par exemple en s'inspirant de ce qu'il est en Suisse, Grande-Bretagne, Allemagne... En engageant la force Sentinelle lors de manifestations, le gouvernement prend le risque terrible, aujourd'hui comme demain, que des militaires stationnés pour protéger des bâtiments et lieux publics, tirent sur des individus ou une foule venus en découdre. Le général Bruno Le Ray, gouverneur militaire de Paris, responsable de la force Sentinelle en Ile-de-France, a en effet clairement affirmé le 22 mars sur *France-Info* que ces soldats pourraient effectivement tirer s'ils étaient physiquement menacés.

Un militaire n'est pas un policier. L'armée ne peut et ne doit pas assumer une tâche de police, elle n'est pas formée à cela. Son rôle, selon la Constitution, est de protéger le pays et la démocratie contre une menace extérieure, ce que ne sont pas les casseurs. Ces derniers peuvent d'ailleurs être considérés comme les alliés objectifs de l'actuel pouvoir, tant leurs violences font oublier l'urgence des réponses à donner aux actuelles revendications sociales et environnementales.

Le MAN réaffirme que, lorsqu'elle est utilisée, la violence n'est jamais la solution. C'est pourquoi l'impératif est de continuer à organiser la lutte non-violente.

Contact presse : François Vaillant, porte-parole